

L'EXTREME-GAUCHE

17



HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉE

DIX CENTIMES

PARAISANT LE DIMANCHE

DIX CENTIMES

ABONNEMENTS :

Département de la Seine, un an.....	6 f.
France.....	6 »
Etranger.....	8 »

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction et l'Administration
16, rue de la Tour-des-Dames, à Paris

Les Bureaux sont ouverts tous les jours de 10 heures à midi et de 2 heures à 4 heures

ANNONCES :

Les annonces sont reçues au Bureau du
 journal, 16, rue de la Tour-des-Dames.

SOMMAIRE

DU NUMÉRO 9

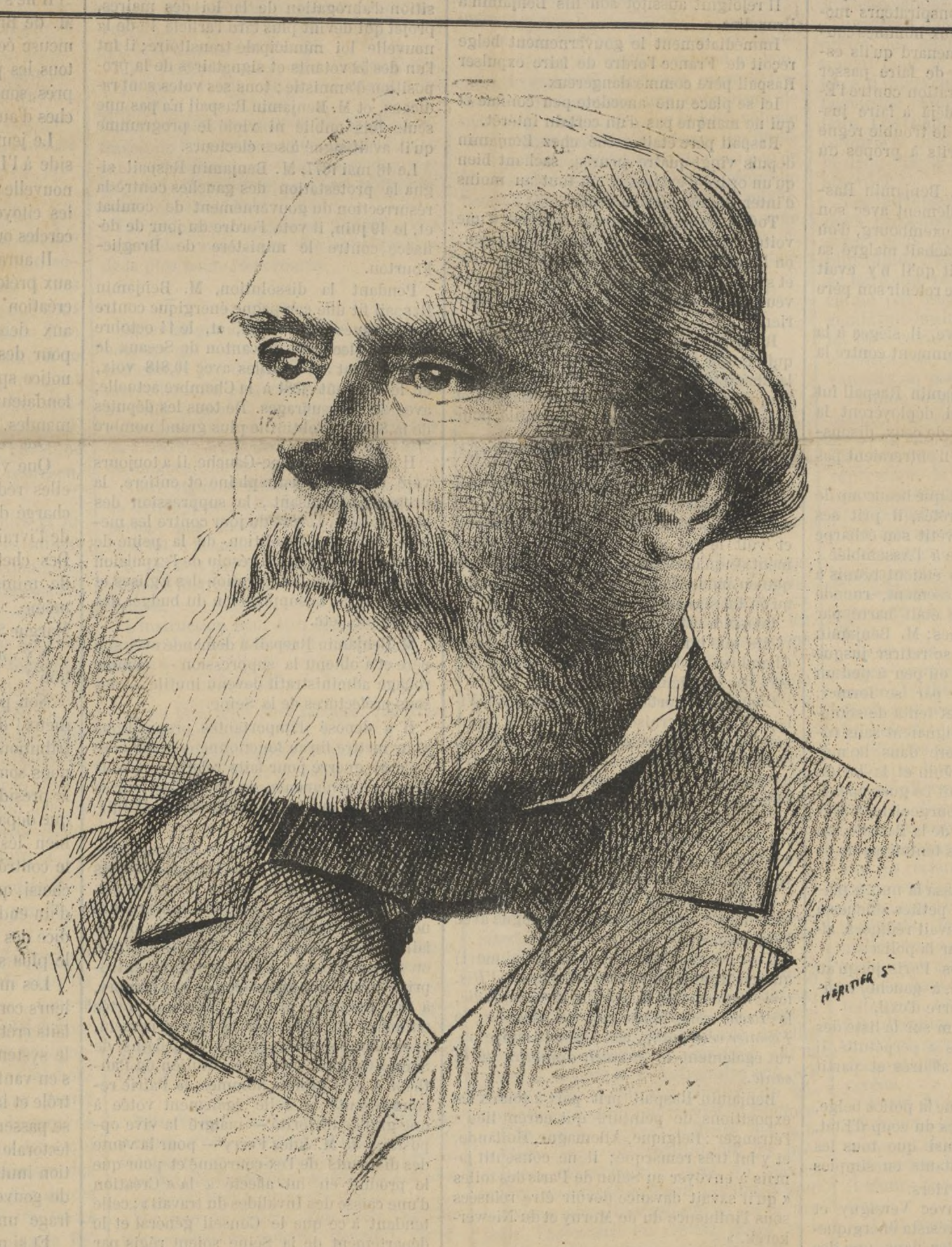
- 1° Biographie de M. Raspail.
- 2° Tendances autoritaires (Marius Poulet).
- 3° Le Petit livre (Jules Bariol).
- 4° Études sociales (Émile Brousse).

Le présent numéro se vend dans
 tous les kiosques de
 Paris
 et aux bibliothèques
 des
 principales gares de
 France.

PORTRAITS

DÉJÀ PARUS

MM. Barodet — Turigny
 — Courmeaux — Lefèvre
 — Brialou — Louis
 Blanc — Clémenceau
 — Duportal.



M. BENJAMIN RASPAIL

DÉPUTÉ DE LA SEINE

(Dessin de M. Léon BROUSSE)

PORTRAIT

DU JOUR

—O—

M RASPAIL

DÉPUTÉ DE LA SEINE

Né à Paris

Le 16 août 1823.

EN PRÉPARATION

LES PORTRAITS

DE MM.

de Lanessan,
 Marius Poulet,
 Henri Maret,
 Leydet,
 Émile Brousse,
 Sigismond Lacroix,
 Jules Gaillard,
 Clovis Hugues,
 Georges Laguerre,
 Desmons,
 Chavanne (Loire),
 Tony Révillon,
 Franconie,
 Saint-Martin,
 Vernière,
 Préveraud,
 Girodet,
 Maurel (Var),
 Alfred Giard,
 Salis,
 Victor Hugo,
 Laurent Pichat,
 Lahordère,
 Vernhes,
 etc., etc

BENJAMIN RASPAIL

DÉPUTÉ DE LA SEINE

Benjamin-François Raspail est né le 16 août 1823, à Paris.

Peintre et graveur d'un talent remarquable, il a collaboré activement aux travaux de sciences et de politique de son père.

Dès 1849, il entra dans la carrière militante en faveur de la République.

Élevé dans les grandes idées démocratiques et témoin des courageux sacrifices du grand citoyen François-Vincent, il ne pouvait manquer d'inspirer la confiance aux électeurs devant lesquels il se présenterait ; aussi, candidat démocrate-socialiste dans le département du Rhône, il fut élu par 69,308 voix. Son élection était en même temps une manifestation et une protestation contre l'incarcération du grand Raspail à la citadelle de Doullens, à la suite du procès de Bourges qui venait de consacrer l'odieuse traquenard du 15 mai, que les républicains modérés et les conspirateurs monarchistes avaient tendu aux hommes courageux et sincères, traquenard qu'ils essayaient encore aujourd'hui de faire passer pour une véritable conspiration contre l'État. L'histoire commence déjà à faire justice de pareils actes, mais le trouble règne encore dans bien des esprits à propos du 15 mai.

Le 15 mai, d'ailleurs, M. Benjamin Raspail avait été arrêté brutalement avec son père et conduit au Petit-Luxembourg, d'où trois jours après on le relâchait malgré sa résistance, car il alléguait qu'il n'y avait pas davantage de motifs de retenir son père que lui.

A l'Assemblée législative, il siégea à la Montagne et vota constamment contre la réaction.

Au coup d'Etat, M. Benjamin Raspail fut un des représentants qui déployèrent la plus grande énergie et un de ceux, disons-cité, que les travailleurs n'entreraient pas en lutte.

Dès le matin, apprenant que beaucoup de ses collègues étaient arrêtés, il prit ses précautions ; il s'arma, revêtit son écharpe et sortit pour se rendre à l'Assemblée ; déjà les députés expulsés étaient réunis à la mairie du X^e arrondissement, rue de Grenelle ; le quai Voltaire était barré par des chasseurs de Vincennes ; M. Benjamin Raspail se vit forcé de se retirer jusque dans le centre de Paris, où peu à peu un groupe de députés finit par se former. Il se joignit à Schœlcher et tenta de soulever les ouvriers qui s'éloignaient sans répondre ; ils avaient encore dans la mémoire les massacres de Juin et la loi du 31 mai ; peu leur importait ce guet-apens, qui ne frappait que la bourgeoisie, à leur sens. Enfin, le soir, place de la Bastille, on fut forcé d'abandonner des tentatives de ce genre.

M. Benjamin Raspail passa la nuit à placer dans les rues les petites affiches à la main que Victor Hugo avait rédigées, affiches aussitôt enlevées par la police.

Désespéré, il resta dans Paris jusqu'au 9 janvier, caché à droite, à gauche, hésitant encore à gagner la terre d'exil.

Un matin, il vit son nom sur la liste des 65 représentants proscrits à perpétuité. Il régla promptement ses affaires et partit pour Bruxelles.

A peine était-il arrivé que la police belge, sur les ordres des hommes du coup d'Etat, se mit à le traquer, ainsi que tous les autres proscrits, représentants ou simples citoyens, bourgeois et ouvriers.

On voulut l'interner avec Versigny et Gambon, à Termonde, il résista énergiquement et parvint à s'installer dans une des banlieues de la ville, à Ixelles. Nommé membre de la commission des proscrits, il rendit alors de nombreux et éclatants services à tous les malheureux que la misère étranglait.

En 1853, il eut la douleur de perdre sa mère.

A cette occasion il reçut, sans l'avoir sollicité, un sauf-conduit de vingt-trois jours, afin de pouvoir assister aux funérailles de Mme Raspail mère et régler les affaires des siens. Fr.-V. Raspail toujours détenu, il devenait ainsi le père de famille et avait à sa charge son plus jeune frère et sa sœur restés seuls à Doullens.

Il y eut, à l'enterrement de Mme Raspail, une de ces manifestations comme le peuple de Paris seul les fait, explosion de douleur et en même temps d'indignation contre l'Empire, qui maintenait Raspail dans son cachot, tandis qu'on conduisait sa femme aimée au Père-Lachaise. Le Gouvernement ne s'attendait pas à cette manifestation et le lendemain, Persigny appelait M. Benjamin Raspail dans son cabinet et lui notifiait que le sauf-conduit de 23 jours lui était retiré ; il fallut retourner en exil.

Un mois après, le Gouvernement crut enfin devoir céder à l'opinion publique ; il mit François-Vincent en liberté et commua sa peine en celle de bannissement. François-Vincent refusa énergiquement il fallut employer la violence pour le mettre hors de la citadelle de Doullens.

Il rejoignit aussitôt son fils Benjamin à Bruxelles.

Immédiatement le gouvernement belge reçoit de France l'ordre de faire expulser Raspail père comme dangereux.

Ici se place une anecdote peu connue et qui ne manque pas d'un certain intérêt.

Raspail père était caché chez Benjamin depuis vingt-quatre heures, sachant bien qu'un ordre d'expulsion ou tout au moins d'internement surviendrait.

Tout à coup, un homme descend d'une voiture et entre carrément dans la maison ; on lui dit que Raspail n'est pas là, il insiste et s'écrie : — « Je suis Vilain XIII et je veux embrasser votre père, qu'il ne craigne rien. »

Raspail se présente alors, et Vilain XIII, qui était à cette époque vice-président de la Chambre des représentants, lui saute au cou, il avait été jadis l'élève de Raspail et avait conservé une profonde amitié pour son maître.

« Ma maison est inviolable, lui dit Vilain XIII, vous serez en sûreté. »

Raspail consent et reçoit asile à l'hôtel de Vilain XIII.

Celui-ci se rend immédiatement à Laeken et voit le roi, auquel il annonce simplement ce qu'il vient de faire et il lui explique en même temps quel est cet homme qu'on lui signale comme si dangereux.

Léopold est étonné et cnu à la fois aux récits que lui fait le vice-président de la Chambre, et lui promet que Raspail ne sera pas inquiété désormais.

Comme il sortait du cabinet royal, Vilain XIII se croise avec Henri de Broglie, alors ministre des affaires étrangères, et Faider, ministre de la justice, le cuistre de Bonaparte, les deux ministres entraient effarés et venaient raconter le coup de force de Vilain XIII.

« Vous pouvez vous retirer, messieurs, leur dit le roi, j'ai arrangé l'affaire qui vous amène, avec M. Vilain XIII. »

Dès lors, Raspail fut libre et sans inquiétude dans l'exil, et se mit à la besogne avec Benjamin.

C'est pendant leur séjour en Belgique (1) que parurent la troisième édition de l'*Histoire naturelle de la santé et de la maladie*, la *Revue complémentaire des sciences*, le *Fermier vétérinaire*, etc. Chaque année parut également le *Manuel annuaire de la santé*.

Benjamin Raspail prit part à toutes les expositions de peinture qui eurent lieu à l'étranger : Belgique, Allemagne, Hollande, et y fut très remarqué ; il ne consentit jamais à envoyer au Salon de Paris des toiles « qu'il savait d'avance devoir être refusées sous l'influence du de Morny et du Niewerkereck. »

De même que son père, Benjamin Raspail refusa toutes les amnisties de l'Empire, et ce n'est qu'en 1863 qu'il revint, avec son père s'installer à Cachan, où il travailla,

(1) A Boitsfort-lez-Bruxelles, puis ensuite à Stalle-sous-Uccle près Bruxelles.

avec ardeur à la gravure et collabora aux « études philologiques » et d'histoire naturelle de F.-V. Raspail.

En 1869, Lyon et Marseille lui offrirent des mandats de députés ; il les refusa.

En 1870, pendant le siège de Paris, il s'adonna complètement à la défense et il amena, non sans peine, les généraux Vinoy et consorts à mettre à couvert la vallée de la Bièvre, en reliant par une tranchée casematée les Hautes-Bruyères au chemin de fer, et en établissant dans le parc Raspail une demi-batterie qui maintint les Bavarois au-delà de Bourg-la-Reine.

En 1874, seulement, il consentit à rentrer dans la vie politique ; il accepta le mandat de conseiller général pour le canton de Villejuif, en remplacement de M. Pompée décédé ; le 11 avril de l'année suivante, au renouvellement, il fut réélu contre MM. Bionne et Fabre, avec une majorité écrasante.

Enfin, le 20 février 1876, il fut élu député, pour la première circonscription de Sceaux-Villejuif, par 7,974 voix.

Dès son arrivée à la Chambre, il présenta, de concert avec son père, la proposition d'abrogation de la loi des maires, projet qui devint plus tard l'article 1^{er} de la nouvelle loi municipale transitoire ; il fut l'un des 52 votants et signataires de la proposition d'amnistie ; tous ses votes sont radicaux, et M. Benjamin Raspail n'a pas une seule fois oublié ni violé le programme qu'il avait signé à ses électeurs.

Le 18 mai 1877, M. Benjamin Raspail signa la protestation des gauches contre la résurrection du gouvernement de combat et, le 19 juin, il vota l'ordre du jour de défiance contre le ministère de Broglie-Fourtou.

Pendant la dissolution, M. Benjamin Raspail fit une campagne énergique contre les hommes du 16 mai, et, le 14 octobre 1877, les électeurs du canton de Sceaux le renvoyèrent à Versailles avec 10,818 voix, et le 21 août 1881 à la Chambre actuelle, avec 12,735 suffrages. De tous les députés de la Seine, il obtint le plus grand nombre

Il siégea à l'Extrême-Gauche, il a toujours voté pour l'amnistie pleine et entière, la proposition Laisant, la suppression des jurys mixtes, l'ordre du jour contre les menées cléricales, l'abolition de la peine de mort. Il est partisan résolu de l'expulsion des Jésuites, de la séparation des Églises et de l'État, de la suppression du budget des cultes, etc., etc.

M. Benjamin Raspail a demandé avec son père et a obtenu la suppression — comme rouage administratif devenu inutile — des sous-préfectures de la Seine.

Il a déposé d'importantes propositions pour mettre fin au fonctionnement des conseils de guerre pour faits relatifs aux douloureux événements de 1871. C'est sur sa proposition que la fête nationale du 14 Juillet fut votée.

Parmi ses propositions de loi nous citerons celle relative aux incompatibilités parlementaires et tendant à interdire aux députés et sénateurs de faire figurer leurs noms dans des annonces financières, ou de faire partie des conseils d'administration ou de surveillance dans ces mêmes entreprises ; celle qui fut votée par la Chambre, à une immense majorité, mais non portée en temps au Sénat par le Gouvernement, pour la suppression des chapelains de Sainte-Geneviève et la restitution du Panthéon « Aux grands hommes, la Patrie reconnaissante » ; celle également votée à une grande majorité — malgré la vive opposition de M. Jules Ferry — pour la vente des diamants de l'ex-couronné et pour que le produit en fut affecté à la « Création d'une caisse des Invalides du travail » ; celle tendant à ce que le Conseil général et le département de la Seine soient régis par le droit commun ; son amendement, souvent renouvelé, pour la suppression de l'ambassade de France auprès du Vatican.

Non-seulement il a soutenu à la tribune toutes les propositions sus-énoncées, mais il a pris une part active à d'autres discussions.

Il a eu l'honneur de signer la proposition de MM. Ballue et Lockroy demandant la radiation des princes d'Orléans des cadres de l'armée. On trouve son nom au bas de toutes les propositions émanant de l'Extrême-Gauche dont il a toujours fait partie.

Depuis la mort de son vénéré père, M. Benjamin Raspail a hérité de la faveur populaire et de la confiance du parti démocratique qu'il a honoré par son talent et la fermeté de ses convictions.

Malgré les efforts de nos amis Giard et Émile Brousse, la Chambre a refusé d'intervenir le Gouvernement à intervenir contre la compagnie d'Anzin qui a soulevé la grève des mineurs.

TENDANCES AUTORITAIRES

Il nous appert que le ministère, dont on connaît les tendances ultra-décentralisatrices, vient d'affirmer avec un nouvel éclat sa largeur de vues démocratiques et libérales.

Il ne s'agit rien de moins que d'imiter M. de Broglie, l'ancien disciple de la fameuse école libérale dite de Nancy, dont tous les partisans, à de rares exceptions près, sont devenus des sectaires farouches d'autoritarisme.

Le jeune Waldeck-Rousseau, qui préside à l'Intérieur, vient de donner une nouvelle preuve de sa sollicitude pour les citoyens qui désireraient fonder des cercles ou autres lieux de réunion.

Il aurait donné tout récemment l'ordre aux préfets de n'autoriser, désormais, la création d'aucun cercle et de joindre aux demandes qui leur seront faites pour des institutions de ce genre, une notice spéciale sur chacun des membres fondateurs et signataires des dites demandes.

Que seront ces notices ? Que vaudront-elles ? Par qui seront-elles rédigées et appréciées ? Qui sera chargé de séparer le bon grain radical de l'ivraie modérantiste ou réactionnaire ? Des chefs de bureau et des employés de ministère, ou M. le Ministre lui-même, aidé seulement du suave M. Margue ?

N'y a-t-il point là quelque prétention ?

Non point que nous réclamions, grands dieux ! de ce qu'on enlève quelques attributions aux préfets ; loin de là, car nous sommes de ceux qui estiment que le président du Conseil général de chaque département administrerait tout aussi bien les affaires départementales, sous le contrôle des conseillers qui l'auraient choisi, que n'importe quel préfet exporté d'un endroit à l'autre, au grand préjudice des intérêts régionaux et du Trésor le plus souvent.

Les maires administrent bien tout seuls leurs communes, et à part quelques faits crétiens opportunistes qui pratiquent le système immoral des virements et qui s'en vantent, nous estimons que le contrôle et la gérance des fonds communaux se passeraient fort bien de la tutelle préfectorale, dernier vestige d'une centralisation inutile, aujourd'hui, avec une forme de gouvernement qui a pour base le suffrage universel et pour devoir la liberté.

Et si nous nous élevons contre les prétentions et les mesures gouvernementales de M. Waldeck-Rousseau, c'est qu'elles nous paraissent absolument incompatibles avec les idées de liberté et d'émancipation sociale, matérielle et morale.

proposition
mandant la
des cadres
au bas de
de l'Ex-
fait partie.
père, M.
la faveur po-
parti dém-
on talent et

is Giard et
refusé d'in-
venir contre
levé la grève

ITAIRES

istère, dont
ra-décentra-
ec un nou-
démocra-
ti-

que d'imiter
ole de la fa-
Nancy, dont
exceptions
aires farou-

u, qui pré-
donner une
citude pour
fonder de
union.

mmet l'ordr
esormais, l
de joindre
eront faite
genre, une
es membres
es dites de-

qui seront
? Qui ser-
ain radical
actionnaire,
es employé
Ministre lui-
suave M.

que préten-

ions, grands
quelques at-
de là, car
stiment que
ral de cha-
ait tout aus-
tales, sous
ui l'auraien-
référé exporté
grand préju-
et du Trésor

en tout seul
quelques par-
i pratiquem-
ents et qu
que le con-
communau-
tutelle pré-
c. une forme
base le sub-
ir la liberté.

tre les pré-
vernement-
seau, c'est
lument in-
liberté et
atérielle et

Ainsi, de par le bon plaisir de M. le Ministre de l'Intérieur, dorénavant MM. les préfets, auxquels toute latitude était laissée pour autoriser la création de cercles, ne pourront plus en autoriser, sans en référer à Son Excellence M. Waldeck-Rousseau.

Et pour peu que MM. les préfets veuillent faire du zèle, comme certain administrateur de notre connaissance qui est placé à la tête d'un département où l'opinion républicaine radicale domine, nous avons nommé le département du Var. — il est évident que s'il prend fantaisie à quelques-uns de nos amis, modestes citoyens, électeurs honnêtes, mais républicains ardents, de fonder un cercle pour propager l'idée de la revision de la Constitution monarchique qui étouffe la République et qui la fera crever dans la réaction si on n'y remédie, il est évident que cette autorisation leur sera refusée.

Mais vous exagérez, me dira-t-on. Nous affirmons que nous n'exagérons rien.

Vous êtes alors un « opposant systématique » et un partisan de la politique du « tout ou rien ? » Pas davantage, nos actes prouvent le contraire. Nous sommes simplement un député fidèle au programme accepté et au mandat reçu.

Mais il nous est permis de croire que les autorisations de fonder des cercles pour la revision de la Constitution actuelle, seront désormais refusées à nos amis, républicains radicaux, lorsque nous trouvons dans le récent discours d'un préfet que j'ai connu républicain, d'un préfet qui administre un département radical comme le Var, des paroles semblables à celles qui sont soulignées ci-dessous, en faisant allusion à l'attitude de la majorité des députés qui représentent ce département.

Mais ce qui aggrave ce discours et lui donne une couleur politique très ministérielle, pour ne pas dire réactionnaire, c'est quand on y trouve des phrases entières comme celles-ci :

« Ne songez qu'aux questions de principes et que tous vos efforts tendent à cimenter votre union... Je flétris les compromissions révoltantes d'où qu'elles viennent... ; que ce soient les radicaux, les intransigeants qui se joignent aux bonapartistes pour agiter le pays... comme ils le font aujourd'hui avec la Ligue révisionnaire. Je flétris également ces alliances contre nature. »

Et nous voilà bel et bien accusés d'alliance avec les bonapartistes, par M. le Préfet du Var.

Et vous tous aussi républicains qui avez demandé la revision depuis cinq ou six ans dans toutes les élections ; vous à qui les balles de l'assassin de Décembre ont sifflé aux oreilles, quand les bonapartistes vous faisaient traquer dans les montagnes ; vous, citoyens, qui avez pourri sur les pontons, peuplé les bagnes de Cayenne et de Lambessa, vous tous qui avez gardé au cœur l'enthousiasme des premiers jours, et vous tous, fils de ces vaillants qui avez marché sur les traces de vos dignes pères et qui voulez la République avec toutes ses libertés, et, par suite, la revision immédiate de la Constitution, vous voilà accusés, comme nous, d'alliance avec les bonapartistes.

Quant à nous, députés, membres du groupe parlementaire de l'Extrême-Gau-

che, représentants du peuple, directement et librement élus par lui, nous ne saurions mieux traduire ses aspirations, ses besoins, ses vœux et ses droits, qu'en protestant de toutes nos forces contre les tendances autoritaires qui se manifestent, de quelque côté qu'elles viennent.

Nous croyons accomplir un devoir en agissant ainsi.

Marius POULET
DÉPUTÉ DU VAR

LE PETIT LIVRE

L'homme sans instruction n'a pas atteint complètement sa nature (LA HARPE).

Nous avons appris, ces jours-ci, que sur plusieurs points, notamment à Nantes, des professeurs actifs fondaient des cercles dans lesquels ils devaient discuter entre eux les réformes destinées à faciliter l'enseignement populaire.

Nous ne saurions trop applaudir à cette généreuse initiative ; mais nous déclarons ne voir de résultats possibles pour l'instruction des travailleurs que dans la diminution des heures de travail.

Il est évident que le prolétaire qui quitte tardivement l'atelier ou la fabrique ne peut s'instruire.

Rentré à la maison, il est brisé par le travail de la journée ; son estomac vient à peine de solliciter quelque nourriture, que sa pensée alourdie et ses jambes fléchissantes appellent le lit.

La réduction, sagement étudiée, des heures de travail, aura des conséquences de la plus haute importance.

Dans les grandes villes, nous avons des ouvriers qui aiment la lecture. Ils ne se contentent pas du journal, ce combattant merveilleux du présent siècle : il leur faut le petit volume à quatre ou cinq sous, qu'ils lisent le matin en allant à l'atelier, ou à travers les faubourgs, quand ils ont de longues courses à faire.

Notre organisation actuelle, toute acquise au développement de la société riche, ne permet pas encore à l'ouvrier d'étudier chez lui, à la lueur de la lampe.

Il ne faut pas que pour les prolétaires avides d'instruction, la rue soit une bibliothèque.

L'instruction pour être complète doit se faire dans un isolement prévu par les lois.

— Eh bien, mon cher Jacques, que lisez-vous aujourd'hui ?

Et le modeste ouvrier, auquel nous nous adressons ces jours-ci, nous tendit un petit volume de la « Bibliothèque Nationale », format d'une carte à jouer.

Le petit livre avait traîné dans la poche du prolétaire ; il avait deux pages emportées, la couverture déchirée, l'échine rongée.

Jacques nous dit :

— Je lis les *Ruines*, de Volney.

Salut, jeune philosophe, salut, homme de cœur et d'énergie qui préférez aux liqueurs vertes du cabaret la littérature des maîtres : salut, citoyen, qui aidez au progrès de la société en vous inspirant de Volney. Puisse votre exemple être suivi partout !...

Lire Volney, lire Voltaire, Diderot, Laménais, c'est renverser les exploitations séculaires, les rois sans mandat, les prêtres sans foi, à l'aide des arguments les plus écrasants. Vive le livre de combat !

Un jour le prêtre s'étonnera de voir les populations sourire, quand il racontera des miracles, et qu'il parlera de sa pauvreté sur la paille et de sa vertu sur les dents :

L'homme à soutane confiera ses terreurs à son chef, à l'évêque. L'encre noire rendra visite à l'indigo. L'évêque sera profondément mélancolique :

— Autrefois, dira-t-il, le temps était florissant, pour nous. Nous brûlions les hérétiques, et leur agent rentrait dans nos poches. Cet argent, si honnêtement gagné, nous donnait les plaisirs de la table... et les autres. Chaque tête d'hérétique tombée représentait le sourire d'une jolie femme couverte de bijoux des familles condamnées. A côté de notre foi, il y avait les tenailles !

Et le prêtre violet... de colère ajoutera :

Et dire qu'il n'y a pas cent vingt ans que l'on condamnait le chevalier Labarre aux supplices les plus variés. Aujourd'hui on ne saurait même pas lui arracher la langue !...

Le prêtre lui répond :

— L'ennemi, le voilà !

Et il dépose sur la table du monseigneur, un petit volume bleu, troué au fond d'une usine.

— Laissez-moi, dit l'évêque, laissez-moi...

Il jette par terre avec fureur le modeste bouquin.

— Es-tu écrit par le démon, hurle-t-il, toi qui bouleverses le vieux monde, et nous enlèves l'empire de la bêtise humaine !...

— Je suis écrit par Voltaire et les philosophes épris de vérités, répond le bouquin. Je suis leur esprit qui passe à travers les siècles, dans une couverture de maroquin vieilli... Je suis le petit volume dont chaque page se transforme en flèche pour percer le cléricisme. Je tiens peu de place sur votre tapis... J'en tiens beaucoup dans le cerveau humain !... Qui je suis ?... Je suis deux cents feuilles que l'on vend quatre sous le long des quais, et que la bise indifférente tourne et retourne tous les jours.

Jules BARIOL.

ÉTUDES SOCIALES

Bien que je n'aie pas l'honneur de faire partie de la commission d'enquête sur la situation agricole et industrielle, je me rends compte de tout ce qui s'y passe journellement, ne mettant rien au-dessus de cette grave question de la réforme sociale.

De la solution que la République donnera au problème dépend l'avenir d'une classe laborieuse qui comprend six millions de citoyens. Ajoutons à cela les familles de ces citoyens, et nous aurons plus de la moitié de la France !

C'est donc avec une grande attention qu'il faut suivre les phases de l'évolution qui se prépare.

Quoique la commission d'enquête soit en majorité hostile aux idées démocratiques et qu'elle pratique volontiers les principes du « laissez faire », ce qui, entre parenthèses, a empêché beaucoup de corps d'état de lui présenter leurs observations, il se dégage des dépositions qu'elle reçoit par la force même des choses de très utiles enseignements.

Deux grands courants semblent se manifester d'ores et déjà dans le parti des travailleurs.

Une fraction déclare hautement qu'il ne faut rien attendre des caisses de secours et de retraite qui sont un instrument de démoralisation parce qu'elles habituent l'intéressé à compter sur la pension viagère et à restreindre son initiative ; c'est le côté des peintres en bâtiment représentés par le citoyen Finance.

Une autre fraction sollicite des subventions pour ces institutions de prévoyance et recherche, tout au moins, comme mesure transitoire, la retraite pour les vieux jours, l'indemnité en cas de maladie, l'assurance en cas de décès et le crédit pour un premier établissement.

Je passe sur les déclarations relatives à la cherté des transports et aux inégalités douanières ; tout le monde est d'accord sur ces points qui auront sans doute éveillé la sollicitude du gouvernement et qui doivent être tranchés par l'accord des

compagnies de chemin-de-fer avec l'Etat.

Ce qui creuse un précipice entre les deux partis dont je parle, c'est que les uns repoussent d'avance toutes les lois de mutualité et de prévoyance, que les autres appellent de tous leurs vœux.

Je sais que ces lois ne changeraient pas de fond-en-comble la situation actuelle des travailleurs et qu'alors même qu'elles seraient adoptées et prâtiquées ensuite pendant un certain temps, il resterait de nombreuses difficultés à résoudre pour faire que tout le monde ait les mêmes moyens de vivre et de prospérer dans la société. Mais j'ai vu par l'examen attentif de toutes les dépositions, que la misère est bien plus grande dans les groupes qui n'ont pas de caisses mutuelles que dans les autres et j'en conclus que ces caisses mieux établies, plus répandues, fortement centralisées et solidarisées, ainsi que le demandent les ouvriers mineurs, mettraient le prolétaire en état d'améliorer sa position dans une certaine mesure.

Ce serait un premier résultat, qui faciliterait la résistance au monopole, qui donnerait de la force et de la cohésion aux associations et aux syndicats ; la lutte s'engagerait dans des conditions plus favorables ; les chances de succès s'accroîtraient pour le moment où l'Etat sera forcé d'intervenir et de mettre fin à l'antagonisme ruineux du capital et du salaire. Les chambres syndicales l'ont bien compris et elles se disposent à profiter de la demi liberté que le Sénat vient de leur accorder.

Les adversaires de l'organisation que nous préconisons comme simple point de départ nous disent qu'ils ont un moyen plus rapide d'établir l'égalité sociale : c'est de faire une révolution. Le mot ne nous effraie pas assurément, mais nous craignons que la chose n'amène un coup d'état et la confiscation de quelques réformes acquises avec tant de peine par nos devanciers ou par nous mêmes.

Comme la grande majorité partage cette crainte, la révolution ne serait qu'un mouvement d'infime minorité, c'est-à-dire une émeute entraînant après elle la répression, la réaction et la misère. Il faut donc songer à s'organiser autrement pour porter nos coups à la féodalité financière qui accapare d'énormes bénéfices, les détient contrairement aux intérêts généraux et s'en fait une arme de guerre non seulement contre le salarié, mais encore contre le petit patron et même contre l'Etat.

Je ne vois, à l'heure actuelle, qu'un moyen pratique de préparer un meilleur avenir : L'ORGANISATION SYNDICALE, réunissant des forces éparses ; coalisant des volontés ; amassant des épargnes insignifiantes par elles-mêmes mais importantes par leur concentration ; instruisant les travailleurs de leurs droits et de leurs devoirs ; disposant l'opinion publique en faveur du travail ; parlant avec dignité et assurance aux unions de patrons ; discutant les réclamations ; développant l'enseignement professionnel ; inspirant les sentiments de solidarité ; secourant les vieillards, les malades et les familles malheureuses ; servant de trait d'union entre ceux qui sont en bas et ceux qui sont en haut ; luttant en un mot par l'intelligence, le raisonnement et le vote, au lieu d'exciter par les paroles enflammées ou de plonger dans le désespoir par des déclarations d'impuissance souvent exagérées.

Avant de s'exposer à répandre un sang généreux, le peuple doit préparer ses armes et se sentir en force... Il est vrai qu'une fois bien armé et bien constitué, il n'aura pas besoin de faire la révolution.

Tant mieux ! N'est-ce pas la meilleure victoire à remporter ?

Emile BROUSSE

DÉPUTÉ DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

can, 13, rue d'Hauteville, Paris.

Englisch Spoken

AUTOGRAPHIE, CARTES-RÉCLAME

PONT

Rue du Pont-Neuf

PANTALONS
Indéchirables
14^f

HABIT
Drap Fin
19^f

Envoi franco



NEUF

N'est pas au Coin du Canal

PARDESSUS
Confortables
20^f

ENFANTS
Jolis Costumes
7^f

Catalogue et Gravures

Outillage entièrement neuf pour
travaux de luxe

Compte de Chèques	1 0/0
— à 7 jours de préavis	1 1/2 0/0
— à disponibilité	1 2 0/0
Ordres de Bourse.	
Paiement de Coupons.	
Avances sur titres.	
Envois de fonds (Province et étranger)	
Recouvrements d'effets.	
Assurances (Incendies, Accidents).	

30, rue Vieille-du-Temple, PARIS

TARIF SPECIAL POUR LE COMMERCE

1890

EXIGER
VÉRITABLE
NOM

et professions, 4 cahiers ouvriers..... chaque. 50 c. \$.

SAXOPHONE ALTO **AD. SAY** Inventeur des SAXHO

Depot central : 91, rue d'Aboukir, PARIS

25, rue de Douai, 25
PARIS

PARAIT DEUX FOIS PAR SEMAINE

BUREAUX : 49, RUE RICHER, PARIS

I - C

. CL. BIZET, 16, r. de la Tour-des-Dames